

*Questions orales*

né, nous serons en mesure d'édicter toute une série de règlements pour exercer un contrôle sur ces graves sources de pollution.

• (1440)

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement a tort de croire qu'il peut résoudre le problème soulevé par la Commission mixte internationale en réglementant l'utilisation de 44 produits chimiques.

Selon la Commission, l'exposition continue à des substances toxiques, même à faible dose, est néfaste pour la santé de nos enfants. Par conséquent, nous voulons savoir quelles mesures le ministre entend prendre immédiatement pour remédier à cette situation critique.

**L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement):** Dans son rapport, la Commission fait valoir deux points principaux. D'abord, elle signale que des progrès ont été accomplis, surtout pour ce qui concerne le traitement des eaux usées et la suppression du DDT et de produits toxiques notoires comme les BPC.

Le député affirme à juste titre qu'il nous faut faire davantage sur le plan de la recherche et de la réglementation. Tout cela est prévu dans le Plan vert, dont la principale partie sera consacrée aux sciences et à la technologie. Nous serons dès lors en mesure de résoudre le problème soulevé dans le rapport.

Ensuite, en ce qui concerne la réglementation, le Plan vert propose toute une série de règlements. Je crois que nous avons tout ce qu'il faut pour nous attaquer à ces grands problèmes.

\* \* \*

**LES TAUX D'INTÉRÊT**

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Finances.

Encore une fois, le gouverneur de la Banque du Canada frappe durement les Canadiens moyens et les petites entreprises en augmentant les taux d'intérêt. Le gouvernement mettra-t-il fin à cette politique de maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé et aidera-t-il les petites entreprises à progresser au lieu de les aider à faire faillite?

**L'hon. Gilles Loïselle (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, je crois que le député sait très bien qu'il y a diverses façons de réduire les taux d'intérêt.

**M. Fontana:** Essayez-en une.

**M. Loïselle:** Nous pourrions les faire baisser en pressant un bouton, mais ils remonteraient aussitôt parce que les pressions inflationnistes sont très fortes au sein de notre économie. Si nous ne suivons pas prudemment notre politique, il y a de fortes chances que nous nous retrouvions dans une situation que les libéraux connaissent très bien, parce qu'ils nous ont placés dans une situation semblable au début des années 80.

Nous sommes dans une situation difficile. Nous y faisons face par des moyens financiers et économiques. Nous continuerons à le faire jusqu'à ce que les pressions diminuent et que nous puissions réduire les taux d'intérêt de façon à ce qu'ils restent bas.

[Français]

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Peut-être que le ministre devrait écouter le Conseil du patronat du Québec qui dit justement que les taux d'intérêt devraient être réduits immédiatement. Dans le dernier Budget, le ministre des Finances a prévu un taux, pour l'année 1990, de 11,1 p. 100. Étant donné qu'à chaque fois que le taux d'intérêt augmente d'un point, le déficit augmente de 1,7 milliard, pourquoi le gouvernement insiste-t-il à augmenter le déficit et la dette nationale? Ne serait-il pas mieux de réduire le taux d'intérêt afin que nous puissions réduire le déficit et la dette nationale?

**L'hon. Gilles Loïselle (ministre d'État (Finances)):** Bien entendu, monsieur le Président, le député nous donne pratiquement la réponse dans sa question, puisqu'il est évident que nous n'aimons pas plus que lui les hauts taux d'intérêt et que nous surveillons avec soin cette situation afin d'agir de manière responsable. Et nous l'avons fait dans notre Budget en réduisant nos dépenses pour que la politique fiscale vienne libérer un peu le capital. Mais à l'heure actuelle, pendant une période qui est plus longue que celle qui était prévue, les pressions demeurent dans l'économie. Les Canadiens continuent à acheter plus que l'on s'y attendait, de sorte que ces pressions-là, il faut continuer à essayer de les contenir, parce que s'il est vrai qu'une diminution des taux d'intérêt est désirable, cela doit être fait de manière responsable. Il n'y a pas cinquante façons, il n'y a pas de